

Avant-projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. (1) Le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes est remplacé par le texte suivant:

„L'intensité brute maximale des aides pour les investissements dans les immobilisations corporelles et incorporelles est de 10 pour cent pour les petites et moyennes entreprises et de 20 pour cent pour les petites entreprises. “

(2) Au deuxième alinéa de l'article 7, le terme „100.000 euros“ est remplacé par „200.000 euros“.

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Le 7 juillet 2008, la Commission européenne a adopté le „Règlement* (CE) No 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) “.

Dans ce règlement, les régimes d'aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME sont exemptés de notification préalable au titre des dispositions de l'article 88 du Traité dès lors qu'ils remplissent certaines conditions.

En particulier, cela est le cas lorsque l'„intensité d'aide ne dépasse pas:

- a) 20% pour les petites entreprises;
- b) 10% pour les moyennes entreprises. “ (Article 15.2 du règlement).

Ce règlement n'exempte que les aides qui ont un effet incitatif. Partant, les taux maxima de 20%, respectivement de 10% ne s'appliquent que si le bénéficiaire a présenté sa demande d'aide à l'Etat avant le début de la réalisation du projet ou de l'activité en question.

L'intensité d'aide se calcule par rapport aux coûts admissibles des investissements ou immobilisations corporelles ou incorporelles.

La loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, prévoit actuellement des intensités d'aides maximales de 7,5% et de 15% pour les moyennes entreprises et les petites entreprises, respectivement.

Par ailleurs, le Règlement** (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides « de minimis » permet l'application de la règle « de minimis » jusqu'à un plafond de 200.000 euros sur une période de trois ans.

Afin de prendre avantage des nouvelles dispositions communautaires en matière d'aides d'Etat, le présent projet de loi propose une adaptation ponctuelle de la loi de 2004 prémentionnée.

Les modifications proposées par l'article unique du projet de loi au niveau des articles 2 et 7 de la loi du 30 juin 2004, introduisent les nouveaux plafonds prévus par les deux règlements de la Commission mentionnés ci-dessus.

La disposition du projet de loi est exempte de notification à la Commission au regard du fait qu'elle rentre dans le cadre du règlement général d'exemption par catégorie.

FICHE FINANCIERE

L'intensité maximale des aides à l'investissement est relevée de 33% pour les petites et moyennes entreprises.

Les crédits budgétaires prévus à cet effet pour l'exercice 2009 aux articles 21.0.31.030 et 51.0.53.040 s'élèvent à 10.850.000 euros. En prévision des modifications de l'encadrement communautaire, le gouvernement a déjà inscrit une augmentation de 1.150.000 euros au budget 2009 par rapport à l'exercice 2008. A intensité d'investissement constante des entreprises à l'avenir, et dans hypothèse d'un respect intégral de la condition de déclaration préalable, il y a donc lieu de s'attendre à long terme à une hausse supplémentaire du coût budgétaire annuel de l'ordre de 2.000.000 euros.

*) Journal Officiel de l'Union européenne L 214 du 9 août 2008

**) Journal Officiel de l'Union européenne L 379 du 28 décembre 2006



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Fiche d'évaluation d'impact

Mesures législatives, réglementaires et autres

Intitulé du projet: Avant-projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Ministère initiateur: Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

Auteur / Contact / Suivi: Emmanuel Baumann

Tél. : 2478-4703

Fax : 46 11 87

Courriel : emmanuel.baumann@cmt.etat.lu

Analyse d'impact en relation avec :

- Projet de loi
 Projet de règlement grand-ducal
 Projet de règlement ministériel
 Procédure administrative / Formulaire / Prescription / Circulaire

Motif(s) à l'origine de l'élaboration du projet:

Transposition de directives communautaires: Oui Non

No. de la directive :

Date d'expiration du délai de transposition :

Le projet transposera partiellement / totalement la directive

En cas de transposition partielle, calendrier pour l'élaboration des mesures législatives ou réglementaires restantes :

Etat du projet en matière de transposition :

- antérieur à la date limite de la transposition : Oui Non
 - lettre de la part de la Commission : Oui Non
 - mise en demeure (art.226 Traité UE) : Oui Non
 - avis motivé (art.226) : Oui Non
 - arrêt de la Cours de Justice Européenne (art.226): Oui Non
 - lettre de la part de la Commission (pré art.228) : Oui Non
 - mise en demeure (art.228) : Oui Non
 - avis motivé (art.228) : Oui Non
 - arrêt de la Cours de Justice Européenne (art.228): Oui Non
 - prorogation de délai accordé : Oui Non
 si oui, après quel stade ? - mise en demeure art.226 / art.228
 - avis motivé art.226 / art.228

Nouvelle loi : Oui Non

Modification de la loi: Oui Non

Abrogation de la loi : Oui Non

Mesures d'exécution de la loi: Oui Non

Autre(s) :

1. Objectif(s) et consultation(s)**Objectif(s) du projet:**

Relèvement du plafond de l'intensité d'aide à l'investissement des PME

Conséquences d'un éventuel « statu quo » (non adoption du projet sous rubrique) :

Les dispositions actuellement en place restent inchangées

Autres départements ministériels concernés:

1. Ministère des Finances

Accord: Oui Non Date :

Observations éventuelles :

2.

Accord: Oui Non Date :

Observations éventuelles :

Consultation(s) -- autre(s) département(s) ministériel(s) : Oui Non

si oui, le(s)quel(s) ?

Observations :

Organisme(s) interne(s) consulté(s):IGF Oui Non Avis: Oui Non

Date :

CER Oui Non Avis: Oui Non

Date :

CIE Oui Non Avis: Oui Non

Date :

IGSS Oui Non Avis: Oui Non

Date :

CNSAE Oui Non Avis: Oui Non

Date :

Autre(s) Oui Non

le(s)quel(s)?

Avis: Oui Non

Date :

Consultation(s) – organisation(s) professionnelle(s): Oui Non

si oui, laquelle / lesquelles ?

Observations :

Autres organismes consultés :

Oui Non

si oui, lesquels

Observations

2. Destinataires directs du projet**Entreprises :**Oui Non

Secteur : PME du secteur des classes moyennes

Branche(s) / Profession(s) / Métier(s) : artisanat, commerce, certaines professions libérales

Nombre d'entreprises concernées (approximatif) : 15.000

Petites et moyennes entreprises (PME) : Taille : - < 10 salariés - = 10 et < 50 - = 50 et < 250 Grandes entreprises (Taille >= 250) : **Citoyens :**Oui Non

Catégorie(s) :

Nombre de citoyens concernés (approximatif) :

Administrations / Etablissements Publics :

Oui Non

Détail:

Autres (p.ex. professions libérales) :

Oui Non

Détail: architectes et ingénieurs conseils

Procédures et formalités administratives :
 - supplémentaires (augmentation des charges):
 - inchangées :
 - diminuées (réduction des charges):

3a. Volet - Impact sur l'économie des décisions prises par le Gouvernement en matière de prix administrés

Consultation du Statec : Oui Non

Impact au niveau macro-économique (d'un point de vue inflation/échelle mobile des salaires) :

Incidence estimée sur l'indice des prix à la consommation national :

Augmentation Diminution

Impact prévisible en points de %: (s'il existe un effet direct chiffrable sur les prix des biens ou services concernés)

Incidence estimée sur l'échelle mobile des salaires : Oui Non

Incidence estimée sur l'indice des coûts à la production : Oui Non

Si oui, impact en points indiciaires: impact en % :

3b. Volet - Impact sur les entreprises

a) Impact sur les entreprises: Oui Non (si non, passer au point 4. Volet-Impact sur les Citoyens)

Impact au niveau micro-économique (au sein d'une seule entreprise) :

Groupe cible : PME du secteur des classes moyennes

Charges financières: Oui Non

Si oui, montant approx. : EUR / an

Remarques :

Impôts directs :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Impôts indirects :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Charges sociales :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Charges salariales :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Garanties (dépôt de garantie, cautionnement):	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Autres :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>

Si oui, lesquelles :

Explications complémentaires :

Charges administratives: Oui Non

Si oui, montant approx. : EUR / an ¹

Procédure administrative : Oui Non

Démarche définie : Oui Non

« Descriptif »² en annexe : Oui Non

« Formulaire-type »³ en annexe : Oui Non

¹ Le référentiel de calcul étant 2,5 fois le salaire mensuel minimum.

² Si le ministère initiateur a élaboré un descriptif du projet (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

Temps à consacrer par opération (Temps) :	heures / opération
Taux horaire moyen (Taux) :	EUR / heure ⁴
Périodicité (Périod.) :	<input type="checkbox"/> périodicité non définie dans le projet <input type="checkbox"/> déclaration unique <input type="checkbox"/> annuelle <input type="checkbox"/> semestrielle <input type="checkbox"/> mensuelle <input type="checkbox"/> hebdomadaire <input type="checkbox"/> journalière <input type="checkbox"/> autre périodicité : donc : fois / an (en moyenne)
Coût administratif global par entreprise : (Temps x Taux x Périod.)	EUR / an
Données demandées :	
Pas encore défini :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Explications sur le type de données demandées :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Sources de données existantes :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, lesquelles ?	
Attestations, certificats ou pièces requis :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Lesquels ?	
Possibilités de coopération entre administrations :	
Mode de transfert des données à communiquer à l'administration :	
Courriel, fax, lettre ordinaire, lettre recommandée, sur place, téléphone, formulaire online, transfert de fichier, autre moyen	
<u><i>Impact au niveau macro-économique (l'ensemble du secteur concerné au niveau national) :</i></u>	
Groupe cible : PME du secteur des classes moyennes	
Coût total (charges financières et administratives) au niveau national :	
Montant :	EUR / an
Remarques :	
Investissements requis:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, précisions :	
Estimations :	EUR / an
Aides financières prévues:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, précisions :	
Montant :	
Modalités:	
Autres aides (non pécuniaires) prévues (p.ex. conseil/formation/e-gouvernement/etc.):	
	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, type :	
Modalités:	
b) Critères d'exemption :	
Exemptions envisagées : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

³ Si le ministère initiateur a élaboré un formulaire-type (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

⁴ Le référentiel de calcul étant 2,5 fois le salaire mensuel minimum.

Différentiation(s) envisagée(s) (activités économiques):	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, lesquelles : taille et type de l'activité de l'entreprise	
Critère « Taille de l'entreprise » :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Critère « Nature de l'activité » :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Critère « Volume de production » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Critère « Chiffre d'affaires » :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Autre(s) critère(s), à préciser :	

4. Volet – Impact sur les citoyens

Impact sur les citoyens:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> (si non, passer au point 5. Volet–Impact sur l'administration)
Charges financières :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, montant approx. :	EUR / an
Impôts directs :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Impôts indirects :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Charges sociales :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Charges salariales :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Garanties :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Autres :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Si oui, lesquelles :	
Explications complémentaires :	
Charges administratives :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, montant approx. :	EUR / an
Procédures administratives :	supplémentaires Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> inchangées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> diminuées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Démarches définies :	supplémentaires Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> inchangées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> diminuées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, précisions :	
« Descriptif » ⁷ en annexe :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
« Formulaire-type » ⁸ en annexe :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Temps maximal à consacrer par opération (Temps) :	heures / opération
Données demandées :	
Pas encore défini :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications sur le type de données demandées :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Sources de données existantes :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, lesquelles ?	
Attestations, certificats ou pièces requis :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Lesquels ?	
Possibilités de coopération entre administrations :	
Mode de transfert des données à communiquer à l'administration :	
Courriel, fax, lettre ordinaire, lettre recommandée, sur place, téléphone, formulaire online, transfert de fichier, autre moyen	

^{5 et 7} Si le ministère initiateur a élaboré un descriptif du projet (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

^{6 et 8} Si le ministère initiateur a élaboré un formulaire-type (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

Aides financières prévues:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, précisions :	
Montant :	
Modalités:	
Autres aides (non pécuniaires) prévues (p.ex. assistance/ conseil/formation/e-gouvernement/etc.):	
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Si oui, type :	
Modalités:	

5. Volet – Impact sur l’administration

Impact sur l’administration:	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> (si non, passer au point 6. Critères d’analyse – Better Regulation)
Procédures:	
Procédures définies dans le projet :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
« Descriptif » en annexe :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
« Formulaire-type » en annexe :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si non, quelles procédures sont à créer : demande au préalable	
Implication de plusieurs ministères / administrations :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, lesquels : Ministère des Classes Moyennes et Ministère des Finances	
Accord trouvé sur la procédure à suivre:	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Structures nouvelles prévues:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, lesquelles :	
Personnel supplémentaire:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, nombre et carrières :	
Impact frais d’équipement / frais de fonctionnement:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
- dont matériel informatique:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
explications :	
- dont surface bureaux:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
explications :	
Intérêt e-Gouvernement :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, Pourquoi ?	

6. Critères d’analyse – « Mieux légiférer »

Analyse « coût-efficacité » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, explications sur la méthode d’évaluation et les conclusions :	
Critères « Better Regulation » appliqués :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
1. Lisibilité / Compréhension :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
2. Codification / Consolidation / Refonte :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
3. Définitions claires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
4. Exemptions :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
5. Harmonisation :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
6. Procédure mise en ligne (e-Gouvernement) :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	

Transposition de directives communautaires:Application du principe « la directive et rien que la directive » : Oui Non

Si non, explications :

Acceptabilité présumée : Bonne Plutôt bonne Neutre Plutôt mauvaise Mauvaise

Dispositif plus léger envisagé

Oui Non

si oui, lequel et pourquoi non retenu :

Application des dispositions pendant une durée limitée (disposition à échéance fixe):Oui Non

Evaluation prévue :

Oui Non

Si oui, par quel service, quand et/ou à quels intervalles:

Application du critère « stand still » (cf. directive « services »):

Oui Non

Si non : - reconduction d'un régime d'autorisation existant :

Oui Non - changement de critères ou d'exigences d'un régime existant : Oui Non

- nouveau régime d'autorisations :

Oui Non **7. Divers****Commentaires complémentaires :**

Effets sur d'autres domaines et compétences : (p. ex. création d'emplois, impact sur investissement, création d'entreprises, compétitivité, environnement, santé.....)

L'augmentation des taux d'aide à l'investissement devrait avoir un effet positif sur la création et le développement des PME ainsi que sur la création d'emplois. Le renforcement des aides à l'investissement des PME devrait également avoir un effet sur la productivité des entreprises



Modèle de fiche d'évaluation d'impact des mesures législatives et réglementaires sur l'égalité des femmes et des hommes

Le projet est

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes

- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes

Si l'effet est positif, explicitez de quelle manière

.....
.....
.....
.....

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes

Si l'effet est neutre, explicitez pourquoi

Le projet de loi vise les petites et moyennes entreprises, nouvelles ou existantes. On ne s'attend pas à un impact différencié selon le "gender" des créateurs ou propriétaires de l'entreprise.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes

Si l'effet est négatif, explicitez pourquoi

.....
.....
.....
.....

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?

Si l'impact financier est différent, explicitez le bien-fondé

.....
.....
.....
.....